

ou à son secrétaire parlementaire. Maintenant qu'il a été annoncé que le Royaume Uni avait adopté récemment une politique protectionniste à l'égard des achats de blé et que cette politique peut se répercuter sur le blé expédié par le port de Churchill, vu que le blé est le seul grain actuellement expédié de ce port, le ministre s'abouchera-t-il avec la direction du Conseil des ports nationaux pour voir si l'on ne pourrait aménager à Churchill des installations portuaires voulues pour la manutention des céréales secondaires et des graines oléagineuses?

**M. Gérard Duquet (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je prends avis de la question.

\* \* \*

### LA CONSTITUTION

#### L'INCLUSION D'UNE NOUVELLE DÉCLARATION DES DROITS

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, hier soir, le ministre de la Justice a évoqué de nouveau la possibilité d'inclure dans la constitution une nouvelle Déclaration des droits. Le ministre peut-il nous dire si cette nouvelle déclaration des droits aurait le même effet rétroactif que la loi concernant l'ordre public, adoptée l'automne dernier?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, comme l'hypothèse est fautive, je ne puis répondre à cette question.

**M. MacDonald:** Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire si dans cette déclaration des droits, le gouvernement renouera avec le principe du droit coutumier anglais suivant lequel l'accusé doit être présumé innocent plutôt que présumé coupable, comme ce fut le cas dans le bill présenté dernièrement à la Chambre par le ministre.

**L'hon. M. Turner:** Monsieur l'Orateur, là encore l'hypothèse est fautive. Nous avons toujours respecté le principe que l'accusé est présumé innocent.

\* \* \*

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### LES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET LES PENSIONNÉS DE MOINS DE 60 ANS

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Puisque le bill C-207 sur l'organisation du gouvernement, dont nous avons été saisis il y a quelque temps, prévoit une pension après 30 années de service passées dans la Fonction publique, le gouvernement a-t-il songé à remanier la loi modifiant le droit statutaire afin que des prestations supplémentaires de 2 à 42 p. 100 soient versées aux militaires pensionnés qui n'ont pas atteint l'âge de 60 ans?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale):** Je devrai étudier la question du député, monsieur l'Orateur.

### L'ÉNERGIE

#### LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LES ENTRETIENS AVEC QUÉBEC AU SUJET DU FINANCEMENT

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Le ministre entretient-il actuellement des pourparlers avec les autorités de la province de Québec, au sujet du projet hydro-électrique de la baie James, et est-ce que le gouvernement acceptera de participer, financièrement de même que physiquement, à la réalisation de ce projet?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Pour ce qui est du financement, monsieur l'Orateur, l'honorable ministre des Finances en a parlé hier. Quant à moi, je n'ai pas eu de rencontre officielle pour discuter du projet.

\* \* \*

### LES PÊCHES

#### LES PERMIS DE PÊCHE AU SAUMON

[Traduction]

**M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Pêches et des Forêts, mais en son absence je pourrais peut-être l'adresser à son secrétaire parlementaire qui arbore une chemise neuve rose saumon, qui convient bien en l'occurrence. Étant donné les nouveaux règlements sur la pêche au saumon, et qu'on doit, pour obtenir un permis, prouver qu'on en détenait un l'année précédente, alors que les agents des pêches ont informé l'année dernière les requérants que seuls les chefs d'équipage des navires de pêche au saumon avaient besoin d'un permis, quelles dispositions le ministre est-il disposé à prendre pour que tous les pêcheurs de saumon réguliers aient droit à un permis, qu'ils en aient eu un l'année dernière ou non?

**M. Eymard Corbin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts):** Monsieur l'Orateur, la chemise rose saumon que je porte a été fabriquée dans ma circonscription. La question soulevée par le député fait l'objet d'une étude attentive, mais des commissions d'appel existent pour s'occuper d'affaires de ce genre.

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, comme le nouveau règlement annoncé par le ministre doit prendre effet au 15 mai, ce dernier va-t-il le réviser et le réexaminer immédiatement, du fait surtout qu'il touche des pêcheurs qui ne peuvent recevoir leurs permis maintenant mais qui se préparaient en vue de la saison de pêche, ont acheté et fabriqué du matériel à cet effet au cours de 1970 et se trouvent à présent dans l'impossibilité de s'en servir pour la prochaine saison? Va-t-il examiner immédiatement la question dans l'espoir qu'on leur permettra de poursuivre la pêche du saumon au cours de la saison 1971?

**M. Corbin:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais encore une fois informer le député que la question fait actuellement